

# LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA DOIT RECTIFIER DES LACUNES FONDAMENTALES DU PROGRAMME D'ÉCHANGE DE SERINGUES EN PRISON

*Une déclaration signée par 70 organismes des quatre coins du Canada*

**Août, 2019** — Nous, soussigné-es, représentons une grande diversité de communautés et d'intérêts. Mais nous parlons aujourd'hui d'une seule voix, fermement engagé-es à la santé et aux droits de la personne, pour exhorter le gouvernement fédéral à rectifier les problèmes que comporte son « programme d'échange de seringues en prison » (PÉSP) afin que les détenu-es aient un accès facile et confidentiel à du matériel d'injection stérile.

Bien que nous accueillions favorablement la décision du Service correctionnel du Canada (SCC) de mettre en œuvre des PÉSP dans les prisons fédérales, les détails du PÉSP révèlent de sérieuses lacunes qui vont à l'encontre de principes de santé publique ou de normes professionnelles reconnues pour ces programmes. D'un point de vue plus fondamental, le PÉSP du SCC porte atteinte à la confidentialité des détenu-es sur plusieurs points. Aucun programme actuel dans le monde n'utilise l'approche adoptée par le SCC, qui n'est justifiée d'aucune façon et sera inévitablement un très grand obstacle à l'accès. En conséquence, les détenu-es continueront d'être exposé-es aux risques de contracter le VIH, le virus de l'hépatite C ainsi qu'à d'autres préjudices pour leur santé. Cette approche n'est justifiée d'aucune façon.

Les données révèlent par ailleurs que depuis plus de 25 années que fonctionnent des programmes de seringues et d'aiguilles en prison, aucun incident d'agression au moyen d'une aiguille ou seringue n'a été signalé en lien avec ces programmes dans le monde. La sécurité au travail est accrue – et non moindre –, là où de tels programmes existent, car le personnel est beaucoup moins vulnérable à des blessures accidentelles avec des aiguilles, et moins susceptible également de se piquer avec une aiguille partagée par plusieurs personnes. La résistance d'agents correctionnels à l'égard des PÉSP a été observée dans d'autres pays. Mais l'expérience d'autres pays a également démontré qu'en présence de mesures appropriées d'éducation et de formation, le personnel correctionnel arrivera à comprendre que ces programmes créent des conditions plus sécuritaires dans les prisons.

Ensemble, nous exhortons le SCC à régler les problèmes fondamentaux que comporte la conception de son programme afin qu'il respecte les principes de santé publique et les normes professionnelles reconnues, de sorte que les détenu-es qui ont besoin de ce service de santé puissent y avoir accès, ce qui contribuera à protéger leur santé. Le défaut de remédier à ces lacunes constitue une violation continue des droits reconnus aux détenu-es par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Pour plus d'information, veuillez consulter [www.urgencesanteprison.ca](http://www.urgencesanteprison.ca).

## **Organismes appuyant le présent message :**

Le Réseau juridique canadien VIH/sida  
Aboriginal Legal Services  
Action Hépatites Canada (AHC)  
AIDS Committee of Cambridge, Kitchener, Waterloo & Area (ACCKWA)  
AIDS Committee of Durham Region  
AIDS Committee of Toronto (ACT)  
AIDS Committee of York Region (ACYR)  
AIDS Network Kootenay Outreach and Support Society (ANKORS)  
Alliance for South Asian Aids Prevention (ASAAP)  
Amelia Sloan Therapy  
ARCH Disability Law Centre  
Association canadienne de santé publique  
Association canadienne des travailleuse et travailleurs sociaux (CASW)  
Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ)  
Association Québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues (AQPSUD)  
Atira Women's Resource Society  
AVI Health and Community Services Society  
Blood Ties Four Directions Centre Society  
British Columbia Civil Liberties Association  
CACTUS Montréal  
Canadian AIDS Treatment Information Exchange (CATIE)  
Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C (CAPAHC)  
Centre de santé communautaire Côte-de-Sable  
Centre de santé communautaire du Centre-ville (CSCC)  
Centre francophone de Toronto (CFT)  
Centre Hospitalier de L'Université de Montreal (CHUM)  
Clinique Droits Devant  
Coalition canadienne des politiques sur les drogues (CDPC)  
Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-Sida)  
Community Legal Assistance Sarnia (CLAS)  
Criminalization and Punishment Education Project (CPEP)  
Cultures du témoignage  
Defence for Children International-Canada (DCI Canada)  
Dopamine  
Elgin-Oxford Legal Clinic  
Elizabeth Fry Society of Saskatchewan  
Étudiant(e)s Canadien(ne)s pour des Politiques Éclairées sur les Substances Psychoactives (ECPEP)  
Geipsi  
George Spady Clinical Access Team (CAT)  
Harm Reduction Nurses Association  
HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO)  
Houselink Community Homes  
International Human Rights Program, Law Faculty, University of Toronto  
Journal of Prisoners on Prisons (JPP)  
La Société John Howard du Québec  
Le comité du sida d'Ottawa (CSO)  
Maggie's: The Toronto Sex Workers Action Project

Médecins du Monde Canada  
MIELS-Québec  
Ottawa Inner City Health Inc. (OICH)  
Pacific AIDS Network (PAN)  
PACT de rue  
PARN - Community-based HIV/STBBI Programs  
Pivot Legal Society  
Portland Hotel Society Community Services Society (PHS)  
Positive Living Niagara  
Prisoners' Legal Services  
Prisoners with HIV/AIDS Support Action Network (PASAN)  
Réalise  
Regional HIV/AIDS Connection (RHAC)  
Réseau ACCESS Network  
Sidaction Mauricie  
South Riverdale Community Health Centre (SRCHC)  
Stella, l'amie de Maimie  
Street Works Edmonton  
Toronto Harm Reduction Alliance (THRA)  
Vancouver Island Persons Living with HIV/AIDS Society (VPWAS)  
Vancouver Prison Justice Day Committee  
Warden Woods Community Centre  
Wellington Guelph Drug Strategy (WGDS)